

ÉLEVAGE ET ENJEUX INTERNATIONAUX

POUR UN ÉLEVAGE MULTIPERFORMANT; COMPÉTITIF ET DURABLE

La Confédération nationale de l'élevage a publié dernièrement un manifeste pour montrer, tous les avantages sociaux, économiques et environnementaux de l'activité d'élevage dans le Monde.

4

ENTRE FORTE DEMANDE MONDIALE ET CONTROVERSES

La demande mondiale en produits d'origine animale est en forte expansion. Cette tendance devrait s'amplifier au cours des prochaines années¹. Elle est le résultat de la croissance démographique, du développement économique mondial et de la globalisation des modes de consommation. Elle est aussi en cohérence avec les préconisations de l'OMS en matière d'équilibre nutritionnel. A l'horizon 2050, les besoins seront considérables pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète.

Paradoxalement, alors que l'élevage se développe pour répondre à cette demande et au défi alimentaire mondial, il fait l'objet de controverses le plus souvent dans les pays à niveau de vie élevé. Alimentées par des groupes de pression variés, elles ont pour conséquence d'instiller les doutes et questionnements, tant chez les consommateurs que chez les décideurs.



Dans les pays en développement et émergents, l'augmentation de la demande de produits laitiers et de viande va de pair avec l'augmentation du pouvoir d'achat et l'élargissement des classes moyennes

Ces controverses sont de plusieurs natures et portent sur :

- > les conséquences de la croissance de la production mondiale sur l'environnement et principalement les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'eau et l'utilisation des ressources naturelles,
- > la compétition entre alimentation animale et alimentation humaine,
- > les conditions de production, de logement et de bien-être des animaux,
- > la sécurité sanitaire et les aspects santé/nutrition,

- > sur le plan local, les zones à forte concentration d'élevage se caractérisent aussi par des émissions importantes de nitrate et d'ammoniac.

Les réponses aux questions posées sont à rechercher dans une vision globale des systèmes d'élevage, particulièrement complexes et en évolution constante, en se fondant sur la connaissance scientifique et sur les demandes sociétales.

Il appartient aux organisations professionnelles de démontrer que l'élevage dispose d'atouts majeurs pour contribuer à la réalisation des grands défis mondiaux. Il convient de mobiliser ces atouts en recherchant toutes les marges

¹ Selon la FAO et l'OCDE, la progression de la consommation de protéines animales d'origine animale sur la planète devrait se poursuivre de + 2 % à + 3 %/an au cours de cette décennie. Sur la période 2000-2050, la consommation totale des viandes devrait progresser de l'ordre de 70 % pour une population en augmentation de 20 %. La consommation de lait et produits laitiers dans les pays émergents devrait passer de 45 kg à 78 kg par habitant.

de progrès pour « produire plus et mieux » et favoriser aussi bien l'amélioration de la compétitivité, de la durabilité que l'acceptabilité sociétale.

DES ATOUTS MAJEURS POUR RÉSOUDRE LES DÉFIS MONDIAUX

La satisfaction des besoins alimentaires constitue un objectif stratégique pour toutes les régions du monde. Les protéines animales font partie de la ration de base de l'homme et apportent les nutriments indispensables à son équilibre alimentaire. L'élevage est l'une des activités agricoles les plus fortement créatrices d'emploi et de valeur ajoutée, tant au niveau de la production, des services, que des filières. Il est déterminant pour l'emploi en zone rurale et particulièrement dans les territoires à forts handicaps naturels.

Les ruminants présentent la capacité unique de digérer la biomasse cellulosique pour la transformer en aliment utilisable par l'homme.

Dans les sociétés pastorales, en particulier au Sahel, mais aussi en Asie, les animaux constituent un capital et per-



L'élevage permet de valoriser les pâturages et espaces de parcours et de maintenir le tissu social en zone difficile.

© Oster-Fotolia.com

mettent de préserver l'épargne domestique. Ils constituent une force motrice essentielle en agriculture (traction, labour, exhaure de l'eau,...), ainsi qu'un moyen de transport des biens et des personnes. Ils produisent des biens non alimentaires : cuirs, peaux, plumes, etc. Ils sont une source de revenus quotidiens pour les catégories les plus modestes et contribuent à renforcer la capacité

des populations à vivre dans des zones inhospitalières et à augmenter leurs capacités à surmonter les crises.

LA PRÉSERVATION DES GRANDS ÉQUILIBRES ENVIRONNEMENTAUX

5

L'élevage est, comme toute activité humaine, à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre dont la quantification fait l'objet d'un débat d'experts. Ce secteur doit mettre en œuvre les pistes d'amélioration identifiées permettant de les réduire. Selon la FAO la généralisation des bonnes pratiques permettrait une réduction de 18 % à 30 %.

Ces émissions sont en partie compensées par le stockage de carbone par les prairies. Les pâturages qui couvrent 30 % des surfaces émergées et 71 % des terres agricoles dans le monde sont, avec les forêts, les principaux puits de carbone terrestres.

Une activité d'élevage bien intégrée dans son milieu naturel constitue un facteur de préservation du territoire, des paysages et des services territoriaux (entretien des chemins et des pistes rurales, espaces touristiques) ainsi que de lien entre la campagne et la ville.

L'élevage constitue une source de revenus pour les populations les plus modestes notamment en Afrique.



© NL Photo - Fotolia.com

220 000
exploitations d'élevage
en France

25 milliards
de chiffres d'affaires

680 000
emplois en agriculture,
IAA et commerce



Les prairies entretenues par l'élevage constituent des zones de régulation écologique en favorisant la filtration des eaux de surface, la préservation des sols et leur équilibre en matières organiques, la prévention des risques naturels et la biodiversité.

6

© Bouin, M, CA Charente Maritime

LA CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE FRANÇAIS ET EUROPÉEN

UN POIDS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL CONSIDÉRABLE

En France, plus d'une exploitation agricole sur deux est concernée par l'élevage. Au total près de 220 000 exploitations ont une activité d'élevage significative dont 180 000 avec herbivores seuls, 20 000 exploitations mixtes herbivores-granivores et 20 000 exploitations avec granivores seuls.

Le chiffre d'affaires des exploitations d'élevage en France représente 35 % de celui de l'agriculture, soit 25 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires des industries agro-alimentaires amont (fabrication d'aliments pour animaux de ferme) et aval (abattage, transformation, commercialisation en gros) des produits d'élevage (lait et viandes) est estimé à 90 milliards d'euros en France. La balance commerciale des filières lait et viande françaises apporte un excédent de plus

de 4 milliards d'euros en moyenne par an et pourrait être amélioré.

Le secteur de l'élevage génère environ 680 000 emplois dans les exploitations agricoles, dans les industries agro-alimentaires et dans le commerce spécialisé. En Europe, l'élevage est également

l'un des principaux piliers de l'agriculture. Il représente près de 40 % du produit agricole total avec une diversité de situations et de structures de production. L'UE est le premier producteur mondial de lait et le 2^{ème} producteur de viande après la Chine.



LA FRANCE RECENSE PLUS DE
220 000 EXPLOITATIONS
D'ÉLEVAGE

© highwaysterz - Fotolia.com

Cette vision d'un élevage multiperformant, en adéquation avec les exigences de la société et donc durable n'est pas partagée dans toutes les régions du monde. Des lobbies économiques très puissants s'opposent à cette vision qui les empêche de compléter leur hégémonie sur l'ensemble des continents. Il est important que l'Europe, alliée aux autres régions du monde soucieuses d'indépendance alimentaire et de durabilité, se mobilise pour faire valoir cette vision dans les instances internationales.

MULTI PERFORMANCES, COMPÉTITIVITÉ, DURABILITÉ

L'élevage du futur devra être compétitif et rémunérateur, économe en ressources et capable d'apporter une réponse aux demandes sociétales. Ce qui implique de développer une stratégie d'adaptation.

Au niveau de la production les gains de productivité, considérables au cours des dernières années, doivent être poursuivis en conjuguant performances économique, environnementale et sanitaire dans des élevages ancrés dans leurs territoires et de plus en plus autonomes tant en énergie qu'en intrants divers.

En France comme en Europe, près d'un éleveur sur deux partira à la retraite dans les 10 ans à venir, ce qui entraînera un mouvement fort de restructuration.

Il est indispensable d'accompagner cette évolution pour assurer le maintien des potentiels de production et des équilibres territoriaux en privilégiant :

- > des modèles familiaux renouvelés, productifs avec une bonne organisation du travail et des contraintes,
- > des modèles diversifiés s'appuyant sur une grande variété de potentiels, de savoir-faire et d'attentes des filières et des consommateurs.

Cette stratégie implique de mobiliser les moyens pour :

- > faciliter la transmission et l'installation en élevage,
- > adapter les dispositifs de financement,
- > promouvoir toutes les solutions permettant d'améliorer les conditions de travail.

Les conduites d'élevage plus autonomes constituent un élément clé de la solidité des exploitations particulièrement dans un contexte d'augmentation durable des prix de l'énergie et des matières premières. Elles favorisent la réduction des émissions de gaz et améliorent les impacts environnementaux des activités d'élevage.

Des marges de manœuvre importantes sont à exploiter pour optimiser l'utilisation des sols, renforcer les complémen-

tarités agriculture/élevage au niveau de l'exploitation et des territoires, améliorer la production fourragère, développer les légumineuses et l'utilisation des coproduits pour renforcer l'autonomie alimentaire et protéique tout en procurant des avantages environnementaux significatifs.

La mobilisation des ressources génétiques permet d'obtenir des animaux performants répondant à la fois aux objectifs économiques des éleveurs et aux exigences sociétales et environnementales. Dans cette perspective, la génomique peut constituer un formidable outil d'adaptation des productions animales.

Des marges de manœuvre importantes existent pour améliorer l'autonomie énergétique des élevages en agissant simultanément sur la maîtrise de la consommation d'énergie directe et indirecte et sur la production d'énergie. Tout projet d'élevage devrait à l'avenir s'accompagner d'un projet énergétique.

Il convient également de promouvoir les systèmes et les modes de production responsables minimisant le recours aux protéines importées et valorisant les surfaces en herbe qui permettent aux ruminants de produire des protéines de très haute valeur nutritionnelle à partir d'une ressource qui n'est pas utilisable par l'homme. Ces systèmes permettront aussi la poursuite de la réduction des émissions de GES via le stockage du carbone sous les prairies, la meilleure gestion des effluents, les bonnes pratiques de conduite d'alimentation et d'élevage².

Le recours aux techniques de l'élevage de précision ouvre de nouvelles perspectives pour optimiser la conduite et l'alimentation du troupeau, réduire l'utilisation des intrants et limiter fortement l'utilisation des molécules chimiques. Ils sont aussi facteur de simplification du travail et modernisation du métier.

La santé est un continuum entre les troupeaux et les citoyens. Bien que nos

pays aient atteint un niveau de sécurité sanitaire très élevé, des progrès peuvent encore être accomplis. Ils passent aujourd'hui par la réduction et le raffinement de l'utilisation des antibiotiques et des traitements antiparasitaires grâce à une gestion intégrée de la santé des troupeaux. L'amélioration de la surveillance des pathogènes à l'échelle planétaire doit aussi permettre de mieux anticiper les épidémies et pandémies.

La transition vers ces systèmes multi performants, déjà entamée depuis plusieurs années, nécessite la mobilisation complémentaire des politiques publiques³, des travaux de recherche et d'innovation et de l'action professionnelle particulièrement en matière de conseil et de formation.

À cet égard, les dispositifs professionnels de diffusion des bonnes pratiques qui permettent d'accompagner les éleveurs dans une démarche de progrès en mobilisant les services conseils et les filières sur des mêmes objectifs sont essentiels et doivent être encouragés. Enfin, la mise en place d'indicateurs fiables, permettant de mesurer les progrès accomplis doit contribuer à une meilleure compréhension entre producteurs et consommateurs fondée sur la connaissance. ●

Extraits du document diffusé par la Confédération nationale de l'élevage.

² L'application au cours des dernières années en France du « Plan de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole » a permis d'améliorer les pratiques de gestion des effluents, de réduire de plus de 20 % les apports d'engrais minéral et de partir à la reconquête de la qualité de l'eau dans les zones d'élevage.

³ A titre d'exemple, le projet agroécologique pour la France vise à promouvoir la performance économique et environnementale dans tous les systèmes de production et en particulier dans les systèmes d'élevage. Plusieurs plans et programmes d'action y contribuent : plan protéines végétales (autonomie fourragère, culture de légumineuses), plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (valorisation de l'azote organique des effluents d'élevage et diminution de l'usage d'azote minéral), plan EcoPhyto, plan EcoAntibio, programme National Ambition Bio 2017 en appui à la production et à la structuration des filières en Bio.

³ A titre d'exemple, le projet agroécologique pour la France vise à promouvoir la performance économique et environnementale dans tous les systèmes de production et en particulier dans les systèmes d'élevage. Plusieurs plans et programmes d'action y contribuent : plan protéines végétales (autonomie fourragère, culture de légumineuses), plan Energie Méthanisation Autonomie Azote (valorisation de l'azote organique des effluents d'élevage et diminution de l'usage d'azote minéral), plan EcoPhyto, plan EcoAntibio, programme National Ambition Bio 2017 en appui à la production et à la structuration des filières en Bio.